

FICHE SYNTHÈSE

SORTIR DE LA RÉPUBLIQUE DU BLABLA

On prête au sage Démocrite l'aphorisme suivant : «*La parole est l'ombre de l'action.*» La parole politique, en s'autonomisant de l'action, n'est-elle pas à l'origine de l'effondrement de la confiance des citoyens dans les élus ?

1 La maison brûle

En 1985, seule une grosse moitié des Français affichaient leur défiance face aux élus. Trente ans plus tard, cette défiance, objet d'une étude annuelle du CEVIPOF, est généralisée. Jamais le fossé qui sépare les citoyens des élus n'a été aussi grand. Ces derniers suscitent «*méfiance*», «*dégoût*», «*ennui*» (huitième vague du baromètre CEVIPOF de janvier 2017). Si le monde universitaire et (certains) intellectuels réfléchissent aux causes et aux solutions, le monde politique semble comme absent de la réflexion. La maison brûle, mais ils regardent ailleurs, pour reprendre la fameuse formule de Jacques Chirac à propos du réchauffement climatique. La séquence présidentielle offre à ce titre un exemple saisissant. Trente ans d'effondrement de la confiance et trente ans de prégnance de la communication politique. Faut-il y voir un rapport ? Déjà en 2003, dans une étude sur les motifs de la défiance (*Revue internationale de politique comparée*), l'universitaire Richard Balme constatait, à propos des élus : «*On leur reproche tout d'abord leur manque de sincérité et leurs efforts de séduction. La critique de leur corruption passe souvent au second plan après la dénonciation de leur hypocrisie, de leur insincérité, interprétées comme des conséquences du mécanisme électif : les élus veulent par définition plaire à leurs électeurs. Cette volonté est condamnée pour sa superficialité et surtout son artificialité.*» Au-delà de l'importance de la place prise par les gourous et autres *spin-doctors* – le couple Anne Méaux/François Fillon semble valider cette emprise –, le philosophe Philippe-Joseph Salazar propose une analyse de la responsabilité de la parole publique dans cette crise, dans son dernier ouvrage, *Blabla République* (Lemieux, janvier 2017). Parole formatée par les communicants, mais le propos de l'essai n'est pas une énième critique de la caste communicante. Le philosophe va plus loin dans son décryptage de ce qu'il nomme «*l'ère de l'hyperparole*».

2 Un contre-manuel

On pourrait balayer cet essai d'un revers de main. Ce serait une erreur. Salazar,

que certains qualifieront de «*conservateur*» pour éviter aux «*progressistes*» de s'intéresser à son propos, n'est pas un bateleur de foire médiatique ni un procureur. Spécialiste de la rhétorique, ancien directeur de programme au collège international de philosophie, il a obtenu le prix Bristol des Lumières en 2015 pour *Paroles armées*, un essai sur la rhétorique de Daesch. Or, selon lui, ce monde d'hyperparole, «*vrai danger de l'époque*», nous mène à «*une catastrophe politique*». Il est bon d'écouter son propos, même s'il peut sembler excessif dans le style quasi pamphlétaire, et d'y réfléchir sérieusement. L'un des rôles des collaborateurs de cabinet – même si c'est probablement le plus difficile – n'est pas de complaire au prince qu'il sert mais de tenter de l'ouvrir aux travaux et aux analyses critiques, aussi désagréables soient-elles. On voit comment Marine Le Pen a parfaitement intégré dans sa stratégie les travaux de Christophe Guilluy – à son corps défendant – ou Jean-Luc Mélenchon ceux de la philosophe Chantal Mouffe. On peut donc lire Salazar comme un contre-manuel. Pour retrouver la confiance, un politique devrait, d'abord, faire l'inverse de ce que le philosophe décrit.

Que la parole publique soit «*démonétisée*», chacun en convient : le thème en soi n'est pas nouveau et, dans un essai précédent sur l'hyperpolitique, Philippe-Joseph Salazar plaidait déjà pour la «*réappropriation des moyens de production de la parole politique*». On retrouve, dans *Blabla République*, quelques-uns de ses thèmes favoris : l'arrogance du discours politique, sa pauvreté, la désertion des intellectuels ou «*l'idiotisation*» du peuple à travers, notamment, «*un corps intermédiaire d'un genre nouveau*», les stars du net.

Rentiers de la parole

En bon philosophe, il donne une définition précise de ce qu'il nomme hyperparole. Il s'agit de «*ce qui, dans l'exercice de la parole politique, relève d'un excès de parole. Ce parler, poursuit-il, signale chez l'orateur mais aussi chez le public un désir de l'excès*». Ce parler politique abondant relève pour

lui d'une «*double malversation*» éthique et émotionnelle, dans une France où deux désirs contradictoires s'hybrident : la soif de logique cartésienne d'un côté, l'appétit pour l'émoi de l'autre. L'important, pour les élus, étant de conserver le pouvoir par la parole, devenu outil de management. «*Nous sommes gérés, nous ne sommes pas gouvernés*», dénonce le philosophe. «*Les politiques sont des rentiers du pouvoir et de la parole politique.*»

Pour conserver cette rente, les élites ont une «*force de frappe réservée*» : la rhétorique qui, déplore-t-il, n'est plus enseignée depuis 1905.

Compétence vs performance

Dès lors, «*deux peuples de la parole*» se font face. Le peuple de la compétence – les élites – et le peuple de la performance, «*encouragé dans sa sujétion bavarde par le peuple de la compétence*». Car, constate P.-J. Salazar, le «*peuple populeux*» parle, ou plutôt «*il opinonne*» sur les réseaux sociaux sur lesquels se développe «*le totalitarisme verbeux du perso de la fausse proximité*». Les élites ont, pour cela, encouragé «*l'ubérisation de la parole publique*» à travers des stars du net, comme le youtubeur vedette Norman et ses six millions d'abonnés ; ce faisant, «*le peuple n'est plus que du public, c'est-à-dire un objet de consommation*».

Le pouvoir s'appuierait donc, selon le philosophe, sur ces «*corps intermédiaires*» pour accroître son emprise. «*Il n'est de pire serviteur que celui qui parle comme son maître. Or, cet effet langagier d'intériorisation de la parole dominante s'est disséminé*», note-t-il. Les politiques, de leurs côtés, usent et abusent de *tweet*, «*pour faire semblant de parler peuple*». «*Le tweet transforme la parole politique en litanie sans queue ni tête, sauf une obsession, ensemençer le terrain.*» Car, rappelle P.-J. Salazar, dans ce monde d'hyperparole, «*j'é mets, donc je suis*». Les élus sont dans le «*parlêtre*» qui permet, «*en parlant, de paraître et d'exister*».

Le philosophe appelle le peuple à une forme de révolte : «*Au verbe, citoyens !*» Et si, à l'inverse, c'était aux élus d'engager leur révolution langagière ? Ils le peuvent. ■ BRUNO WALTER